L’arnaque de « l’indépendance financière » de la Grèce

Le 28-08-2018

Télécharger ou imprimer au format PDF

Par Joël Perichaud, secrétaire national du Parti de la démondialisation chargé des relations internationales

21 aout 2018

Après 8 ans de sacrifices et d'humiliation pour le peuple grec, le 20 aout 2018 est un jour de liesse...pour l’Union européenne, son valet Alexis Tsipras et le néolibéralisme mondial : la Grèce retrouverait son indépendance financière grâce aux « plans d’aide » de l’UE, du capitalisme mondialisé et de la « bonne volonté » de Tsipras.

Le troisième plan de l'aide octroyée par le Fonds monétaire international (FMI) et l'Union européenne (15 milliards d'euros) arrive à son terme. En trois plans successifs (2010, 2012 et 2015) la Grèce aura reçu 289

milliards d'euros de prêts. « *Un nouvel horizon se profile* », s'est félicité le gouvernement d'Alexis Tsipras. Le Parlement grec a, quant a lui, voté 16 plans de mesures qui ont laminé l'Etat social, paupérisé la population et jeté des millions de Grecs dans les rues.

Les autorités européennes sont satisfaites. La « sortie de crise grecque » a été saluée par Pierre Moscovici, Commissaire européen aux affaires économiques et financières... et l'un des fossoyeurs du peuple grec. Selon Moscovici: « Tel Ulysse de retour à Ithaque, la Grèce arrive enfin à destination aujourd'hui, dix ans après le début d'une longue récession »... qu'il a lui-même imposé.

Bilan social désastreux

Depuis 2010, la Grèce a perdu un quart de son PIB et a connu 8 années de récession. Le chômage a atteint jusqu'à 28%. En échange d'un prêt de 274 milliards d'euros, le FMI et l'Union européenne ont imposé une austérité sans fin à la population. Le Parlement grec, complice de la Troïka, a voté 450 réformes structurelles. Les impôts de la moitié la plus pauvre de la population ont augmenté de 339%, les 10% les plus en difficulté perdant 86% de leur revenu. Le salaire minimum a baissé de 200 euros, pour s'établir à 683 euros par mois, tout comme les indemnités de licenciement. Les périodes d'essai ont été considérablement allongées.

Les retraités ont également été laminés : les retraites ont baissé d'environ 50% depuis 2010, et s'élèvent à 633 euros par mois. En 2022, l'âge de départ à la retraite sera porté à 67 ans. L'allocation de solidarité pour les retraites inférieures à 700 euros sera bientôt supprimée. Alors que la Grèce avait un des taux de suicide les plus bas d'Europe en 2009, celui-ci a augmenté de 35% en 8 ans. Le système national de santé grec a été démantelé par l'application d'un ensemble de mesures imposées depuis 2010 : Cinq des huit hôpitaux psychiatriques ont fermé, mais le pourcentage des internements forcés sur le total des hospitalisations a explosé passant à 67,5 % (12,3% en France). Plus de 300.000 jeunes (environ un tiers de la population de 15 à 29 ans), pour une bonne partie qualifiés, ont quitté le pays.

La Grèce doit rembourser les prêts de la Troïka, alors que son taux de chômage dépasse toujours les 21%, et atteint même 48% pour les moins de vingt-cinq ans.

Dette : Les grecs en liberté surveillée et soumis à l'austérité à perpétuité

Au total, 289 milliards d'euros ont été versés à la Grèce, uniquement pour lui permettre de rembourser une dette qu'elle était incapable d'honorer. Mais son niveau actuel (180 % du PIB) porte les germes d'une nouvelle crise. *Cette dette colossale annulera l'hypothétique croissance du pays puisqu'il va devoir consacrer une grande partie du revenu national à son remboursement. C'est autant de ressources qui ne seront pas investies dans l'économie ou dont la population ne bénéficiera pas.*

Preuve que le pays ne repart pas du meilleur pied, le FMI, qui a largement contribué à la crise grecque, doute dans son dernier rapport du réalisme des prévisions de croissance affichées par l'UE pour les années à venir. Le FMI affirme même que, tôt ou tard, la Grèce aura besoin d'un nouveau rééchelonnement de sa dette ou mieux, d'un effacement partiel.

Contrairement aux annonces, la Grèce ne « referme pas une douloureuse parenthèse » et ne retrouvera pas d'autonomie budgétaire et fiscale.

D'ici à 2022, le pays devra se soumettre à un audit de ses comptes publics quatre fois l'an, par la Commission et le Mécanisme européen de stabilité (MES), et risquera de voir l'accord du 21 juin (entré en

vigueur ce 20 Août) suspendu en cas de remise en cause des réformes agréées durant les « plans d'aide » en particulier, en cas de remise en cause des coupures drastiques exigées par l'UE sur les retraites.
La Grèce devra dégager un surplus budgétaire avant paiement des dettes de 3,5 % de son PIB jusqu'en 2022, puis de 2,2 % en moyenne pendant encore… trente-sept ans !
Les privatisations vont se poursuivre : la quasi totalité des infrastructures grecques ont été vendues. Les 15 meilleurs aéroports du pays ont été cédés à une société allemande (Framaport), le port du Pirée vendu aux Chinois et aujourd'hui c'est celui de Thessalonique qui est disputé entre les Chinois et d'autres. L'équivalent de la SNCF grecque a elle aussi été vendue à l'Italie et la vente à la découpe de DEI, l'EDF grec est en cours.

Thanos Veremis, professeur émérite d'histoire à l'Université d'Athènes déclare : *« Je ne vois pas de raison de jubiler à propos de la sortie du mémorandum, parce qu'il est possible que nous allions de Charybde en Scylla »*.

L'inénarrable Pierre Moscovici a déclaré : *« L'Europe continuera à se tenir aux côtés de la Grèce »*. C'est un très mauvais présage pour les Grecs.

Pour approfondir :

Les arnaques scandaleuses du « soutien » à la Grèce

Oui, Tsipras est un salaud. Démonstration

Tsipras : magnifique salaud

Grèce, entends-tu le vol noir des corbeaux sur tes plaines ?

Grèce : soumission et humiliation comme méthode de gouvernement

---

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire